

Vœux aux personnalités

Seine musicale départementale

Mardi 14 janvier 2020

**Discours de Patrick Devedjian,
Président du Département des Hauts-de-Seine**

Cher Pierre,

Chers amis,

Cette Seine musicale où nous sommes, se veut un monument symbolique à plusieurs égards.

Dans le folklore français des idées reçues, il y a celui qu'on appelle « Parisien », mais qui habite la banlieue.

Le Parisien intra-muros pense que la banlieue a les inconvénients de Paris, sans les avantages de la Province.

Il pense que la banlieue est moche, triste, avec des trajets, de l'ennui, et qu'elle n'est pas adaptée au peuple civilisé qui veut sortir et se cultiver...

En résumé, pour les Parisiens nous sommes des ploucs !

Et c'est la double peine, puisqu'aux yeux des Provinciaux, nous sommes des Parisiens (avec tout ce que cela induit de péjoratif), noyés dans un no man's land aux contours un peu flous.

Cette banlieue, c'est vrai, était il n'y a pas si longtemps la mal-aimée du système, un objet non identifié à l'ombre de Paris, un dortoir ou pire, un dépotoir. Paris avait très généreusement délocalisé chez nous ses usines d'incinération, ses dépôts d'autobus, ses cimetières, les populations dont elle ne voulait pas...

La capitale avait attiré toute la lumière sur elle, se gardant la culture, les restaurants étoilés, le Bois de Boulogne aussi (pour ce qu'ils en font aujourd'hui...).

Le mot même de « BANLIEUE », je le rappelle, n'a pas une connotation très glamour. Le « lieu du ban », du bannissement : c'est clairement le rejet d'une zone qu'on ne veut pas voir.

Heureusement, cela fait longtemps que des élus locaux de tous bords se sont efforcés de conjurer ce mauvais sort.

Ils ont cru au potentiel de ces territoires. Ils se sont battus contre le déclassement et l'exclusion de leurs populations. Ils ont transformé leurs villes, valorisé leur patrimoine, proposé un habitat diversifié, développé les services, les commerces, les loisirs, la culture.

Aujourd'hui les villes de nos Départements ne sont plus infréquentables. Elles accueillent une population variée, qui a décidé de s'y installer par goût, par adhésion, et pour une qualité de vie assez unique.

C'est la décentralisation qui a permis tout cela.

La Seine musicale est l'une des incarnations de cette volonté décentralisatrice.

C'est, avec Paris La Défense Arena, le 1^{er} équipement culturel de cette ampleur dans l'ouest parisien, auquel viendra s'ajouter bientôt le futur Musée du Grand Siècle, qui redonnera vie à une belle endormie, l'ancienne Caserne Sully, à côté du Domaine de Saint-Cloud.

Le succès de la Seine musicale (350 000 spectateurs en 2019) démontre qu'on vit bien ici. Si bien qu'on n'a plus envie d'aller à Paris. De toute façon, Paris nous a déjà fermé ses portes, en bannissant la voiture.

C'est une juste redistribution du gâteau culturel en Ile-de-France, en particulier à l'ouest.

Ce rééquilibrage vers l'ouest est l'un des fondements de notre démarche avec Pierre Bédier.

Ce projet inédit, volontaire, de fusion entre deux Départements – qui n’a, pour une fois, pas été parachuté du pouvoir central - a été uniquement interprété comme un projet défensif face au projet institutionnel du Grand Paris.

Les choses sont en réalité beaucoup plus profondes et doivent être observées, selon moi, à l’aune de la politique nationale et de l’organisation du territoire.

La métropole est un phénomène naturel de concentration de la richesse, comme le démontre New York, qui n’a eu besoin d’aucune loi pour être ce qu’elle est !

Le constat est sans appel si on ne fait rien : au lieu de rendre plus attractifs les territoires qui l’entourent, la métropole au contraire, les inhibe et les dévore.

La métropole, c’est une sorte de trou noir qui absorbe tout !

Les populations d’abord : la métropole, à l’intérieur de ses frontières actuelles, réduite à la petite couronne, est le territoire le plus dense de toute l’Europe, et dans le top 10 mondial.

Pas besoin des grèves pour se rendre compte qu’on ne peut plus y circuler !

Quand on en est rendu à planter des arbres sur les toits, tandis que les schémas directeurs font la guerre aux quartiers pavillonnaires et à leurs jardins, que l’Etat continue d’obliger les maires à construire là où il n’y a plus de place, on peut tirer la sonnette d’alarme.

C’est clairement un signe d’apoplexie !

La métropole absorbe et concentre aussi l’emploi, les richesses, l’attractivité, les réseaux de transports, les grands centres de décision (l’un des vieux restes de la monarchie française). Cela génère un entre soi délétère, de l’éducation aux pratiques socio-culturelles, et cela accentue, de fait, les clivages entre les populations d’Ile-de-France, clivages qui font le lit des populismes.

Le mythe de Babel est là pour nous rappeler qu’elle est en danger et qu’il faut l’équilibrer.

La métropole cantonnée à la zone dense agglutinée à Paris, ne peut donc pas être une métropole heureuse.

Si vous regardez l'affaire dramatique du Brexit, vous vous apercevez que le Grand Londres a voté « remain », tandis que le reste du pays a, dans l'ensemble, voté « leave ». Une majorité de Britanniques a exprimé le sentiment d'être oubliée par le succès de Londres, symbole de la concentration des pouvoirs et des richesses.

Ce qui est sûr, c'est que personne ici ne veut de la frontière de la petite couronne, qui sectionne littéralement les nerfs de l'Île de France !

Personne ne veut fracturer l'urbain et le rural, qui se nourrissent nécessairement l'un de l'autre.

Personne ne veut casser les réalités des bassins de vie.

Pour nous qui habitons ici, nous voyons bien que cette frontière administrative entre nos deux Départements, cette frontière de la petite couronne, est une frontière fantoche !

Il y a les frontières dessinées par l'administration, et puis il y a la réalité vécue par les habitants. C'est cette réalité qui fait la vraie physionomie d'une métropole.

Le Grand Paris des habitants est celui des déplacements quotidiens, du domicile au travail, du travail aux commerces, des commerces aux loisirs.

C'est aussi celui d'un tissu économique riche et varié, de Paris La Défense, 1^{er} quartier d'affaires européen, aux grandes industries, en passant par les pôles tertiaires, la recherche, l'agriculture.

Les habitants des Yvelines et des Hauts-de-Seine, qui travaillent indifféremment dans les deux départements, se soucient peu de cette frontière administrative. Ils utilisent les mêmes routes, les mêmes transports, les mêmes équipements.

Voilà pourquoi la fusion Yvelines/ Hauts-de-Seine apparaît comme une voie utile et naturelle, pour améliorer le sort des habitants.

A la différence des fusions de régions, mariées de force et dans la précipitation par François Hollande, notre fusion est une fusion choisie et réfléchie.

Quand les mariés sont consentants, vraiment... ça change tout !

D'abord nous avons la même politique, la même gestion, une gestion rigoureuse, sans déficit, avec une pression fiscale modérée.

Depuis 4 ans nous avons testé et prouvé notre initiative, sans dépense ni administration supplémentaire.

Le but est d'engager une simplification vertueuse : nous regardons, chez l'un et chez l'autre, les meilleures expériences, les meilleures façons d'aborder un problème.

Cher Pierre, l'un déteint sur l'autre et inversement... Figurez-vous que ça marche !

Aujourd'hui notre vie commune est entrée dans les faits, pour la moitié de notre activité, et nous réalisons des économies très importantes.

Notre objectif est de réaliser, dans les 5 ans qui suivront la fusion, 200 M€ d'économies ; et d'avoir une capacité d'investissement plus grande qui représenterait, à nous deux, 800 M€ par an.

On nous oppose que cette fusion avec les Yvelines, serait une alliance entre avarés ou riches ! C'est un peu simpliste.

Tout cela est quand même affaire de choix politiques et de conduite budgétaire. Pour fusionner, il faut être d'accord pour conduire une même politique.

Il est vrai que les Etats-Unis ont eu de meilleurs résultats que l'URSS... Ils ont eu de bonnes raisons à cela : ils n'ont pas appliqué la même politique !

Pour vous donner une idée, les recettes de fonctionnement cumulées des Yvelines et des Hauts-de-Seine, sont supérieures de 7 € seulement par habitant, à la moyenne des 5 autres départements franciliens. Nos dépenses de fonctionnement sont, elles, inférieures de 15% !

Alors c'est vrai, dans les Hauts-de-Seine, et pas seulement à Paris La Défense, l'économie se développe bien, mais pas par héritage ! Je rappelle que ce Département est l'ancienne ceinture rouge. On a tendance à l'oublier : c'était un Département pauvre il n'y a pas si longtemps.

Le quartier de La Défense a été un échec pendant 20 ans et ensuite l'Etat a ponctionné ses recettes sans jamais plus investir...

Dans les Hauts-de-Seine, nous ne pratiquons aucune exclusion : nous avons 28% de logements sociaux (le même taux que dans le Val-de-Marne).

Notre Département est aussi le 1^{er} contributeur de France de la péréquation (377 M€ en 2019, et 427 M€ en 2020 !).

La richesse cumulée des Yvelines et des Hauts-de-Seine est 4 fois moins importante que la richesse de Paris. Paris, enfant chéri de l'Etat, enfant terrible de l'Etat, à qui on a passé tous les caprices, sous tous les Gouvernements.

Les riches en réalité, c'est la métropole telle qu'elle est dessinée aujourd'hui par la loi NOTRe et qui, avec le coût du foncier notamment, rejette les populations les plus démunies au-delà de la petite couronne !

On ne peut pas dire non plus, cher Pierre, que nous faisons cette fusion pour notre ambition personnelle. Encore moins par une démagogie savamment dosée à l'approche des élections.

Si nous étions dévorés par nos petits égos, si nous voulions rester tanqués dans notre confort, nous n'aurions jamais engagé ce projet, qui vient nous rappeler d'ailleurs, tout à fait sainement, à quoi sert un élu de la République...

Notre rôle, c'est d'agir dans l'intérêt des populations, pour améliorer leur quotidien et essayer de leur assurer un avenir plus confortable.

La seule et l'unique exigence pour nous, est celle-ci : la recherche du bien public.

C'est devenu presque indécent de le dire...

Et puis ce projet de fusion, né du terrain, arrive dans la balance à un moment où notre pays agonise du centralisme.

Thomas Jefferson, 3^{ème} Président des Etats-Unis, avait prononcé ces paroles, qui sont toujours, je crois, d'actualité :

« Seule l'erreur a besoin du soutien de l'Etat. La vérité trouve son chemin toute seule ».

Alors oui, nous nous sommes dits avec Pierre Bédier que le vieil adage « on n'est jamais mieux servi que par soi-même » était vraiment, vraiment de circonstance...

Que faut-il attendre de l'Etat aujourd'hui, alors que son comportement à l'égard des collectivités est absolument déroutant ?

Que faut-il attendre de l'Etat, alors qu'on assiste à un mouvement réactionnaire à la décentralisation de 1982, un mouvement de resserrement et de domination de la part de l'administration centrale ?

Que faut-il attendre de l'Etat impécunieux, lorsque les collectivités ne sont pas vues comme des interlocuteurs légitimes, autonomes, mais comme une variable d'ajustement des errements budgétaires du pays ?

La vérité, c'est que l'Etat est littéralement dépassé par l'ampleur de la tâche, en voulant tout contrôler et tout organiser.

Il est à la fois omnipotent et impuissant !

L'Etat tentaculaire, monstre colossal semblable au Léviathan, qui ne tient même plus sur ses jambes et qui, malgré tout, reste le champion du contrôle, des procédures, des prélèvements obligatoires, du contingentement.

« *Bientôt, on contrôlera tout au nom de tous* » : c'est ce que je viens de lire dans le Journal des Frères Goncourt... On y est !

Alors oui, aujourd'hui, c'est bien la décentralisation qui doit être la mère de toutes les réformes à venir.

Alors que le Gouvernement vient de lancer une concertation pour élaborer son projet de loi « 3D » (comme Décentralisation, Différenciation, Déconcentration), présenté comme un nouvel acte de décentralisation, le courage politique « disruptif » (ce mot est à la mode) consisterait à remettre en cause sérieusement les lois Maptam et NOTRe, qui ont été conçues pour satisfaire -en vain- les seuls intérêts du Parti Socialiste. Tout le monde le sait, mais on laisse cette usine à gaz toussoter, protégée par une résistance administrative et corporatiste.

La ministre de la Cohésion des Territoires vient d'appeler à la différenciation. Je la cite :

« L'époque n'est plus à l'uniformité de l'application des politiques publiques sur le territoire, mais au soutien des initiatives, des expériences, des innovations ».

Je suis tout à fait d'accord avec cela !

La logique disruptive consisterait donc à valider une fois pour toutes la fusion que nous voulons réaliser avec Pierre Bédier.

Cette fusion est encore vue par quelques-uns comme une hérésie institutionnelle, contraire à ce que j'appellerais le « jansénisme d'Etat » : une grâce imposée d'en haut, une morale austère qui ne tient compte ni des mérites, ni des réussites, ni des spécificités, ni de la liberté des hommes et des territoires...

J'espère bien que notre démarche territoriale, cet « incubateur » préalable à la fusion, donnera des idées à d'autres collectivités !

D'ailleurs nous ouvrirons à partir de février, une séquence de concertation et de participation citoyenne, avec les élus et les forces vives.

Je souhaite, à chacun et chacune d'entre vous, une belle et heureuse année 2020 !

Heureuse année aussi aux grands sportifs qui sont parmi nous ce soir, et qui font la fierté de nos territoires (vous pourrez les retrouver tout à l'heure pour une séance de dédicace) : le Racing 92 bien sûr, BLR 92, club d'escrime, l'aviron avec Boulogne 92, les joueurs de basket de Nanterre 92 et le handball féminin, Paris 92.

Et nous allons écouter tout à l'heure avec grand plaisir : la Maîtrise des Hauts-de-Seine, l'Académie musicale Philippe Jaroussky et Insula Orchestra, qui sont installées ici, à la Seine musicale.

Bonne soirée à tous !